

# Asie du Sud-Est : une géopolitique à risque

**L'**Asie du Sud-Est occupe un espace particulier, et privilégié, dans le champ mondial, habilement valorisé par les pays qui la composent. Longtemps très proche des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne, elle est depuis une quinzaine d'années attirée par des dynamiques chinoises de plus en plus (dé)structurantes. Jusqu'où peut aller ce rapprochement sans mettre à risque la stabilité de la région ainsi que les intérêts occidentaux ? Tensions et incertitudes sont aujourd'hui les termes les plus appropriés pour définir la géopolitique de l'Asie du Sud-Est. Alors que l'ASEAN concrétise son projet de Communauté pour la fin 2015 (une Communauté économique, une Communauté socio-culturelle et une Communauté politique et de sécurité), on peut également s'interroger sur la stabilité interne au sein même de l'Asie du Sud-Est, une région longtemps affaiblie par des dissensions profondes.

**Sophie Boisseau du Rocher**

[boisseaudurocher@gmail.com](mailto:boisseaudurocher@gmail.com)

Sophie Boisseau du Rocher est chercheuse associée au GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité de Bruxelles). Spécialiste de l'Asie du Sud-Est, elle est notamment l'auteur de *l'Asie du Sud-Est prise au piège*, paru chez Perrin en 2009.

L'Asie du Sud-Est occupe dans l'espace mondial une place essentielle. Zone carrefour, espace de transition, couloir de circulation et théâtre d'intervention, l'Asie du Sud-Est est cet angle maritime vital qui assure la jonction entre l'océan Indien et l'océan Pacifique. Regroupant 11 États, du géant indonésien à la minuscule Singapour et au jeune Timor, la région, qui abrite un peu plus de 600 millions d'habitants (soit 9 % de la population mondiale), constitue un ensemble situé à l'Est de l'Inde et au Sud de la Chine, inspiré par ces deux influences majeures, et aujourd'hui aspiré par leur dynamisme économique, voire leurs appétits géostratégiques.

L'Asie du Sud-Est est-elle en passe de devenir le terrain privilégié de la confrontation sino-américaine ? Qui a suivi récemment les vifs échanges lors du *Dialogue Shangri-La*<sup>1</sup> (Singapour, 30 mai / 1<sup>er</sup> juin 2014) comprend l'intérêt de cette question et ses multiples conséquences pour le mode de développement de la région. Pour la première fois de son histoire en effet, le *Dialogue Shangri-La* a suscité des débats très nourris, voire musclés, entre les principaux participants, notamment Chine, États-Unis et

Japon. Comme pendant la guerre froide, l'Asie du Sud-Est, interface de premier plan dans les équilibres mondiaux, redevient un théâtre de concurrence privilégié ; une opportunité pour la région qui peut se retourner toutefois contre elle en l'engageant dans des logiques qui la dépassent et la contraignent.

L'Asie du Sud-Est fait l'objet d'un intérêt international croissant au regard des multiples enjeux qu'elle concentre ; ses partenaires extérieurs repensent leur positionnement afin d'y accroître leur influence et leur présence. Et si indéniablement la Chine et les États-Unis sont les moteurs les plus puissants dans cette dynamique, les autres pays asiatiques, Japon, Inde et Corée du Sud ne négligent pas la région. Dans ce contexte, l'Europe apparaît à la traîne.

## CHINE / ÉTATS-UNIS / ASIE DU SUD-EST : UN PARI OSÉ ?

L'Asie du Sud-Est a été l'un des théâtres les plus virulents de la guerre froide parce que la concurrence entre les deux systèmes mondiaux se doublait d'une

(1) Initié en 2002, le *Dialogue Shangri-La* est un forum de débats de haut niveau sur les questions de sécurité en Asie orientale.

rivalité entre puissances communistes <sup>2</sup>. Considérés comme une vitrine du développement libéral, les pays fondateurs de l'ASEAN ont engagé leur croissance en bénéficiant du soutien des pays occidentaux, qui ont ouvert leur marché et investi massivement. Ils ont toutefois évité les pièges d'une polarisation manichéenne et maintenu ouverts les liens avec l'ensemble de leurs partenaires : États-Unis et Union européenne évidemment, mais aussi Chine, Inde, URSS/Russie. C'est d'Asie du Sud-Est que sont venues, au début des années 1990, les initiatives qui aujourd'hui construisent la région <sup>3</sup>.

La crise de 1997 a profondément modifié la donne. Alors que les pays occidentaux prenaient leur distance à l'égard d'un modèle de développement qu'ils avaient pourtant contribué à créer, la Chine est devenue la locomotive économique mondiale que l'on connaît et a très intelligemment travaillé à se rapprocher de l'Asie du Sud-Est : premier partenaire commercial, elle ambitionne à présent le rang de premier financier de l'Asie du Sud-Est « *car la réalité s'impose : la Chine est notre voisine quand les États-Unis doivent traverser un océan* ».

Forte de cette proximité économique, la Chine, qui continue la modernisation de ses forces armées et notamment de sa marine, se présente dorénavant comme un allié politique et géostratégique : le « *power shift* » se produit très concrètement. Mais si les pays d'Asie du Sud-Est acceptent d'emblée son statut d'hégémon régional <sup>4</sup>, cette reconnaissance ne vaut pas blanc-seing. La vraie question pour l'Asie du Sud-Est est désormais de savoir si elle peut maintenir son indépendance tant l'étau chinois est structurant.

À l'occasion de la 16<sup>ème</sup> rencontre Chine-ASEAN à Brunei (9 octobre 2013), le Premier ministre Li a encore fait une série de propositions susceptibles d'approfondir les liens « *dans les dix prochaines années* » : un traité de bon voisinage et de coopération amicale entre la Chine et les pays de l'ASEAN, un renforcement des échanges en matière de sécurité, la promotion de la coopération en matière maritime (avec la négociation d'un code de bonne conduite en mer de Chine du Sud et l'ouverture d'une « route de la soie » maritime) entre autres. Avec l'Indonésie et la

Malaisie, Pékin a établi un « partenariat stratégique global ». La Thaïlande est également un allié de choix : la coopération en matière de sécurité traditionnelle et non-traditionnelle s'est renforcée et inclut dorénavant un entraînement commun pour les forces spéciales. Enfin, depuis décembre 2011, Chine, Thaïlande, Laos et Myanmar patrouillent le long du Mékong, une première multilatérale pour les forces chinoises.

Dans ce climat propice au « *développement d'un monde harmonieux* » tel que prôné par Pékin, les États-Unis ont de plus en plus de mal à trouver le bon ton tant la stratégie chinoise vise, au final, à saper leur légitimité de partenaire prioritaire. Cette finalité est clairement démontrée dans le dossier hypersensible de la mer de Chine du Sud où, concrètement,

les manœuvres chinoises signifient que les fonctions que s'étaient fixées les États-Unis ces quarante dernières années sont défiées par des règles et

des rapprochements qui se renouvellent et auxquels il est d'autant plus impératif de s'adapter que l'économie américaine est plus solidement arrimée à cette région qu'à toute autre région au monde. À terme, c'est bien la puissance américaine qui est visée, et tout le système d'organisation qui en découle.

Confrontés à ces incertitudes, les États-Unis ont décidé de réorganiser leur déploiement de forces avec la « stratégie du pivot » ; le président Obama déclarait que « *l'engagement des États-Unis en Asie est critique à l'avenir des États-Unis et que le retrait américain en Asie du Sud-Est avait pris fin* » (novembre 2009). Les liens avec les Philippines (nouvel accord de défense décennal en avril 2014), la Thaïlande (lutte anti-terroriste, fourniture d'équipements et manœuvres communes), Singapour <sup>5</sup>, la Malaisie (échanges, formation, lutte anti-terroriste et exercices maritimes) et l'Indonésie sont renforcés : Washington cherche à développer une coopération plus légère en termes d'engagement permanent mais tout aussi efficace. De nouveaux partenariats sont sollicités avec le Viêt Nam, voire le Myanmar. L'objectif des États-Unis consiste à rester un acteur central de l'architecture de sécurité dans la région mais en étant soutenus par des partenariats multiples et pro-actifs (des alliances de contrepoids).

(2) Leighton M. (1978), « Vietnam and the sino-soviet Rivalry », *l'Asian Affairs*, vol. 6 n° 1, sept.-oct., pp. 1-31.

(3) On remarquera en effet que l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est a bénéficié d'une valorisation par la Chine, comme institution *per se*, mais aussi comme base d'une architecture élargie en Asie orientale : ARF (ASEAN Regional Forum), ASEAN + 3, ADMM + (ASEAN Defence Ministers Meeting), EAS (East Asia Summit), etc. : l'ASEAN a pu, même provisoirement, maintenir sa centralité dans le « nouveau multilatéralisme asiatique ».

(4) Du fait de son poids et de son positionnement central. Toutefois, l'essentiel pour l'ASEAN est d'encadrer cette puissance : la Chine a été le premier partenaire de l'ASEAN à signer le Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) en octobre 2003 et à établir des liens de partenariat stratégique avec l'Association. Cf. Boisseau du Rocher S. (2014), « Chine/ASEAN : une diplomatie rondement menée », *Asia Vision* n° 67, IFRI, février.

(5) Dès novembre 1990, en anticipant le retrait des Forces américaines des bases philippines de Subic Bay et de Clark Air Field, Singapour avait signé un MoU avec les États-Unis autorisant l'accès militaire à la base aérienne de Paya Lebar et aux quais de Sembawang ; à partir de 1998, Singapour a construit des facilités pour les porte-avions américains à la base navale de Changi. Ces points d'appui sont indispensables à la projection de la puissance américaine. Un accord cadre a été signé en juillet 2005 pour couvrir la coopération en matière de contre-terrorisme et de lutte contre la prolifération.

Comme pendant les années 1970, les pays d'Asie du Sud-Est veulent garder leurs options « ouvertes » et discuter avec l'ensemble de leurs partenaires. Certes, mais la Chine pourrait se montrer un partenaire beaucoup plus inflexible et interpréter les liens sécuritaires avec la puissance américaine comme autant de menaces pour sa propre sécurité. À l'horizon de quinze ans, l'Asie du Sud-Est pourrait se retrouver « prise au piège ».

### DES ACTEURS « SECONDAIRES » POUR OUVRIR LES JEUX ET RÉÉQUILIBRER

Les grandes puissances ne sont pas les seules à rechercher l'attention de l'Asie du Sud-Est. Dans sa quête habituelle de rééquilibres multiples, la région sollicite ses partenaires de « moyen format ».

Le Japon ne peut rester indifférent et inactif face à la montée en puissance chinoise et l'Asie du Sud-Est se situe au cœur même de cette rivalité sino-japonaise ; cet intérêt explique les cinq voyages que le Premier ministre Shinzo Abe a effectués dans la région depuis décembre 2012. Après avoir repris activement sa diplomatie de l'aide et des échanges économiques, le Japon a relancé une diplomatie sécuritaire beaucoup plus active même si la mutation sécuritaire du Japon de Shinzo Abe inquiète encore dans la région. Tokyo frappe à la porte de l'ASEAN pour « *vanter sa centralité dans l'architecture qui se met en place* » ; comme avec la création du *Forum Régional ASEAN* (largement interprété comme un produit dérivé de la diplomatie japonaise), Tokyo tente de contribuer à la formulation des nouvelles règles du jeu.

Après le Japon, l'Inde est sans doute le partenaire asiatique (hors Chine) qui se rapproche le plus de l'Asie du Sud-Est et l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi devrait confirmer cette tendance. Le mouvement n'est pas récent, il s'inscrit dans une « *Look East* » politique revendiquée dont les objectifs consistent à être reconnu comme un acteur de plein droit en Asie orientale <sup>6</sup>, à soutenir et profiter de la communauté ASEAN qui se met en place <sup>7</sup> et à ne pas laisser l'Asie du Sud-Est devenir un tremplin à partir duquel la Chine serait susceptible de menacer les intérêts de l'Inde. Le calcul stratégique de New Delhi révèle des inquiétudes de fond : les mécanismes de dialogue stratégique et des exercices militaires communs ont

rapproché les deux régions et nourrissent un échange régulier sur ces enjeux géopolitiques.

Même si la Russie s'est rapprochée du Viêt Nam en matière sécuritaire <sup>8</sup> - au point de demander d'installer une base de maintenance à Cam Ranh Bay -, Moscou n'a probablement pas envie de servir de vecteur de rééquilibrage au Viêt Nam face aux ambitions chinoises ou de partager les installations avec les forces américaines qui pourraient à leur tour négocier une utilisation ponctuelle <sup>9</sup>. Il ne semble pas non plus que la Russie ait l'intention de s'engager plus avant avec les autres pays de la région, même si Moscou participe aux différents dialogues sécuritaires.

### L'EUROPE À LA TRÂÎNE

Dans ce panorama fébrile, l'Europe apparaît bien à la traîne. D'abord parce qu'elle est déstabilisée par sa propre crise d'identité, des budgets à la baisse et les enjeux de sa réorganisation. Ensuite parce qu'elle a été, et reste, biaisée par le prisme déformant de la Chine qui a entraîné une négligence envers les autres acteurs asiatiques. Si elle a récemment modifié cette perspective, celle-ci demeure encore trop timidement traduite dans les faits. Enfin, parce qu'elle n'a pas défini sa position entre partenariat politique et partenariat stratégique : l'Union européenne demande à participer aux dialogues stratégiques régionaux sans avoir convaincu ses partenaires de la nature et de la pérennité de son engagement.

Du fait de sa propre expérience et de ses domaines d'expertise, l'Europe a une carte sécuritaire à jouer qui ne se situe pas dans la militarisation de la zone (même si les ventes d'armes font partie des exportations profitables de certains pays européens). Les pays d'Asie du Sud-Est ne sont pas exempts de problèmes de sécurité intérieure : la modernisation accélérée des sociétés n'a pas réglé certaines questions socio-politiques sensibles comme l'irrédentisme, le terrorisme ou la radicalisation religieuse. L'insécurité politique dans certains États (Thaïlande, Cambodge, Myanmar, etc.) révèle une volatilité éloignée des trajectoires démocratiques. C'est probablement dans ces enjeux sécuritaires non-traditionnels (assistance humanitaire, gestion des frontières et respect du droit international, sécurité maritime, etc.) et dans des champs où l'expertise européenne est reconnue (coopération anti-piraterie, protection des

« Après le Japon, l'Inde est le partenaire asiatique (hors Chine) qui se rapproche le plus de l'Asie du Sud-Est ».

(6) Boisseau du Rocher S. (2013), « ASEAN-India's political cooperation: how to reinforce a much needed pillar? », *Asie-Visions* n° 63, IFRI, mars.

(7) Un accord de libre-échange entre les deux parties a été signé en août 2009 et les prévisions annoncent 7 milliards d'échanges pour 2015.

(8) Thème qui a été au cœur des discussions lors du voyage du Président Truong Tan Sang à Moscou fin juillet 2013, à l'issue duquel un accord bilatéral a été signé (27 juillet 2013).

(9) À l'occasion d'une visite officielle au Viêt Nam, le ministre de la Défense, Leon Panetta, entreprenait une visite à Cam Ranh Bay le 3 juin 2012.

sites nucléaires, etc.) que l'Europe pourra faire valoir et convaincre de son intérêt <sup>10</sup>. Au stade actuel de son évolution, elle s'épuiserait en vain à jouer dans le même registre que les Chinois et les Américains.

---

## ET LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE ?

Les enjeux de sécurité internationale sont à ce point dominants en Asie du Sud-Est qu'on oublie aisément qu'ils ne déterminent pas à eux seuls la stabilité de la région ; à y regarder de près en effet, on ne peut évaluer la menace globale sans intégrer cette dimension intra-régionale.

L'Asie du Sud-Est a longtemps été un théâtre de conflits entre les pays qui la composent : il suffit pour s'en convaincre de se rappeler les tensions générées par la création d'États indépendants dans les années 1960, notamment la formation de la Malaisie qui a suscité la guerre de confrontation avec l'Indonésie et des tensions très graves avec les Philippines. Les contentieux territoriaux demeurent les plus sérieux, notamment les conflits maritimes en mer de Chine méridionale où les mêmes îles, îlots et récifs peuvent être revendiqués par différents pays de l'ASEAN. Mais on se souvient qu'en 2012, des coups de feu avaient été tirés à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande autour du temple de Preah Vihear (un arbitrage de la CIJ a été rendu en faveur du Cambodge en novembre 2013).

Au-delà des questions frontalières, d'autres sources d'instabilité menacent la paix dans la région : l'Islam radical constitue l'une de ces menaces, notamment dans les pays archipélagiques (Indonésie, Philippines, Malaisie) : on se souvient d'ailleurs des terribles attentats qui avaient ensanglanté Bali en 2002. La violence de quelques groupes (Jemmah Islaya ou Abu Sayyaf) est d'autant plus efficace que ceux-ci ont entre eux des liens de solidarité qui amplifient leur action et rendent plus difficile la lutte anti-terroriste. De même pour la piraterie (souvent transrégionale) qui, si elle ne fait plus les grands titres de l'actualité, continue à sévir dans les eaux d'Asie du Sud-Est. On note même une recrudescence des attaques en 2013. Sur le premier trimestre 2014, 23 attaques, ou tentatives, ont été dénombrées dans les eaux du sud-est asiatique, au large principalement de l'Indonésie, selon les chiffres du *Bureau Maritime International*.

Autre source d'instabilité : les déplacements de population. Sur ce terrain aussi, on oublie trop souvent les conséquences sécuritaires de ces mouvements. Dans la seule Thaïlande, près de 3 millions de Birmans vivent, 400 000 Cambodgiens travaillent ainsi que des Laotiens et des Vietnamiens. Ces déplacements peuvent être justifiés par des raisons ethniques, religieuses, politiques ou plus simplement économiques. À Singapour, des heurts éclatent encore régulièrement contre les clandestins indonésiens ou philippins.

Enfin, les questions environnementales constituent une nouvelle source de menaces : les grands risques naturels (tsunami ou volcanisme) sont aggravés par les conditions dans lesquelles ils se produisent, notamment dans le contexte d'une urbanisation qui n'est pas toujours contrôlée. La déforestation, la pollution urbaine posent toute une série de nouvelles questions qu'il est difficile d'ignorer : les feux de forêt en Indonésie continuent à perturber la vie quotidienne de millions de personnes à Singapour, en Malaisie et à Bornéo sans que le gouvernement indonésien ne parvienne à endiguer la pratique des cultures sur brûlis.

Toute la question à présent est de savoir si la Communauté Politique et de Sécurité de l'ASEAN parviendra à endiguer ces menaces alors que le contexte international se charge de manière inquiétante. Les moyens alloués à la gestion de ces flux ne sont pas de nature rassurante. À moins précisément, que la pression extérieure ne relance l'intérêt fonctionnel de cette communauté : aucun des États de la région, même la riche île de Singapour, ne pourra résister seul aux pressions extérieures.

\*\*\*

Avec la multiplication des accrochages en mer de Chine du Sud, l'Asie du Sud-Est devine qu'elle entre dans une ère d'instabilité structurelle : les risques de tensions et de dégénérescence de crise sont réels non seulement entre les États de l'ASEAN mais avec leurs partenaires extérieurs. La région va servir de terrain d'ajustement des relations sino-américaines : c'est dire son importance en même temps que rappeler les enjeux.

---

(10) Boisseau du Rocher S. (2014), « The EU's strategic offensive with ASEAN: some room left but no time », *Analysis Note*, GRIP, 8 janvier, [http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES\\_ANALYSE/2014/NA\\_2014-01-08\\_EN\\_S-BOISSEAU.pdf](http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2014/NA_2014-01-08_EN_S-BOISSEAU.pdf).